

Une vague. Ou plutôt, une succession de vagues. Une marée humaine, comme un flot continu, se dirige, ce mardi 1^{er} février, vers la grande place Tahrir (place de la Libération), au centre du Caire. A 18 heures (heure de Paris), tandis que des manifestants quittent la place, d'autres arrivent encore. Toute la journée, par centaines de milliers, les Egyptiens sont descendus dans la rue. Et pourtant, le gouvernement avait fait bloquer les accès routiers de la ville du Caire. Tous les trains arrivant dans la capitale étaient suspendus aujourd'hui. Mais rien n'y a fait. Par millions, les Egyptiens sont venus crier « *Dehors Moubarak !* ». On pouvait lire sur une pancarte accrochée place Tahrir : « *Départ immédiat de Moubarak ! Jugement des responsables ! Mise en place d'une commission pour changer la Constitution ! Dissolution du Parlement ! Formation d'un gouvernement de salut national !* » A l'heure où nous écrivons, le couvre-feu est déjà entré en vigueur depuis cinq heures. Malgré cela, ils sont encore des centaines de milliers dans les rues. Partout dans le pays, cela a été la même

chose. Depuis huit jours, le peuple égyptien est dans la rue pour faire tomber ce régime.

● **Mardi 25 janvier** : Sans aucun appel, de premières manifestations antigouvernementales rassemblant des milliers de personnes s'organisent.

● **Mercredi 26 janvier** : Des milliers de manifestants, dans plusieurs villes du pays, se confrontent à la police, qui fait usage d'une grande violence. Les manifestants sont jeunes. C'est, pour une grande partie, cette jeunesse égyptienne sortie du système scolaire ou même diplômée, et qui se retrouve sans emploi ou précaire. Hillary Clinton considère le régime égyptien comme « *stable* ».

● **Jeudi 27** : Un millier de personnes sont arrêtées. Des affrontements entre manifestants et policiers ont lieu dans plusieurs villes du pays. Des slogans, des pancartes comme en Tunisie : « *Moubarak dégage !* », « *Du pain, de l'eau* ». Mohamed Elbaradei, ancien responsable de l'Agence à l'énergie nucléaire de l'ONU (et qui a dirigé la mission d'inspection en Iran), rentre au Caire de

Vienne, en Autriche, où il vivait. Les Etats-Unis s'inquiètent de la stabilité du régime. Le chef d'état-major de l'armée égyptienne, qui était à Washington avec l'état-major américain, rentre précipitamment au Caire.

● **Vendredi 28** : Les manifestations s'élargissent. Les travailleurs, les chômeurs, les femmes, les commerçants, bref toutes les couches de la société entrent dans le mouvement. Dans de nombreuses villes du pays, la police fait preuve d'une extrême violence, puisqu'en une seule journée 62 morts sont comptabilisés. Moubarak demande à l'armée d'intervenir avec la police pour faire respecter l'ordre et décrète un couvre-feu. Le même jour, il répond positivement à la demande des Etats-Unis et promet des réformes et un changement de gouvernement. Les manifestants ne veulent rien entendre des annonces de Moubarak et incendient le siège national de son parti. Ils veulent en finir avec ce régime qui, depuis trente ans, les opprime.

● **Samedi 29** : Les affrontements continuent et font 33 morts. Dans plusieurs villes, les commissariats et les sièges de la sûreté sont attaqués

et brûlés. Le soir, à la télévision, Moubarak annonce la nomination d'un nouveau Premier ministre, le général Hamad Chafic, et la création d'un poste de vice-président, le premier en trente ans : c'est le chef du service de renseignement,

peuple palestinien, toutes les guerres, comme celle menée contre le peuple irakien, n'ont été rendus possibles qu'avec l'implication directe du régime égyptien. La mobilisation de toutes les couches de la société, des travailleurs, de la jeunesse, des précaires, des chômeurs, de la masse des déshérités se retrouvant ensemble pour crier « Mubarak dehors ! »

millions contre "l'ordre" américain

● **Dimanche 30** : Des milliers de manifestants au Caire encore. L'armée boucle le centre-ville avec des chars et des avions de chasse, et des hélicoptères survolent la capitale à basse altitude. De nombreux manifestants saluent l'armée. Des scènes de fraternisation ont lieu. Un manifestant, à propos de la venue d'Elbaradei : « *Il a passé beaucoup de temps à l'étranger. Il nous a laissé faire le boulot. On ne se laissera pas voler notre révolution.* » Le président américain appelle à une « *transition vers un gouvernement répondant aux aspirations des Egyptiens* ». Le soir même, Mubarak déclare promouvoir la démocratie et rétablir la confiance dans l'économie. Interrogé à la télévision, Hillary Clinton répond au journaliste qui lui demande si elle souhaite le départ de Mubarak : « *Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.* » Elle répondra la même chose quand le journaliste lui demande ensuite si elle souhaite qu'il reste. Les commentateurs américains autorisés expliquent sans détour qu'avec ou sans Mubarak le régime basé sur l'armée doit rester en place.

● **Lundi 31 janvier** : Les différents groupes lancent un appel à la grève générale et invitent les Egyptiens à une marche géante mardi 1^{er} février.

Durant la journée de lundi, des dizaines de milliers de personnes continuent à manifester dans les rues du centre du Caire. Mubarak annonce la formation d'un nouveau gouvernement. Le ministre de l'Intérieur, considéré comme le responsable des tirs à balles réelles par la police, est évincé. La confrérie des Frères musulmans, jusque-là prudente, appelle à manifester en masse, mardi 1^{er} février. Le soir, un communiqué de l'armée déclare que « *les revendications du peuple sont légitimes* » et s'engage à ne pas recourir à la force. Les Etats-Unis, puis l'Union européenne, appellent Mubarak au dialogue avec l'opposition. Le vice-président Souleimane, dans une déclaration à la télévision, annonce qu'il est mandaté par Mubarak pour ouvrir le dialogue avec l'opposition, y compris avec les partis qui n'étaient pas légaux jusqu'à présent. Les chiffres tombent : ce sont 304 morts qui ont été comptabilisés en huit jours.

● **1^{er} février** : Tandis que la foule défile en masse, une série de contacts et de déclarations se produisent. Des partis d'opposition ont désigné Mohamed Elbaradei comme leur représentant. Il a appelé Mubarak « *à partir au plus tard vendredi* ».

Le comité des partis d'opposition dont il est membre réclame la dissolution de l'Assemblée nationale, la formation d'un gouvernement d'union nationale pour gérer les affaires courantes et préparer des élections transparentes. Le Parti du Wafd, le plus ancien parti d'Egypte, qui a été fondé dans la lutte pour l'indépendance, se prononce, lui, pour une Assemblée constituante souveraine et des élections libres à cette assemblée. L'ambassadeur des Etats-Unis a annoncé l'arrivée d'un responsable américain, Franck Wisner, pour rencontrer les dirigeants du régime ainsi que l'opposition. A 17 heures, Mohamed Elbaradei était dans l'ambassade pour s'entretenir avec l'ambassadeur. Après l'agence de notation Moody's, lundi, c'est au tour de Standard & Poor's d'abaisser d'un cran la note de l'Egypte. Aussitôt, le FMI se déclare prêt à aider l'Egypte. Le baril de pétrole dépasse les 100 dollars. Le Premier ministre israélien lance un appel à la communauté internationale pour « *exiger le respect du traité égypto-israélien* ». Ce mardi, ils étaient des centaines de milliers au Caire, des centaines de milliers à Alexandrie, la deuxième ville du pays, 15 000 à Suez, 40 000 à Mansoura, 5 000 à Tanta, 10 000 à Mahalla... ■

Photo AFP

ÉDITORIAL

Rien à voir ?

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Extraordinaire, l'acharnement avec lequel les « experts » présentent les mobilisations révolutionnaires en Tunisie et en Egypte comme des phénomènes propres au « monde arabe »... Dans ces « pays-là », voyez-vous, les gens ont des raisons particulières de se soulever : misère, chômage, mesures destructrices imposées par le Fonds monétaire international (FMI) au nom des grandes puissances capitalistes.

Rien à voir avec ce qui se passe dans nos pays « développés »... Chez nous... cabanons de fortune et tentes le long des autoroutes, sur les parkings et les terrains vagues marquent le retour des bidonvilles, tandis qu'un Français sur huit serait mal logé. Chez nous... les agences régionales de santé multiplient fermetures de services et d'hôpitaux, tandis que 14 375 postes d'enseignants sont supprimés pour 70 000 élèves supplémentaires attendus ! Chez nous... la Sécurité sociale est menacée dans son existence même avec l'ouverture du dossier « dépendance », tandis que le chômage monte en flèche, et que, à nouveau, les licenciements frappent dans tous les secteurs.

La souveraineté de la nation ? La France paie — c'est le deuxième poste de son budget — plus de 50 milliards d'euros par an d'intérêts de la dette aux banquiers et aux spéculateurs. Le FMI et l'Union européenne multiplient missions et mises en garde pour obtenir la « réduction des déficits publics »... d'où découlent les mesures destructrices signalées ici.

La démocratie ? Aucun des partis « de gauche » qui prétendent parler au nom des travailleurs ne propose de rompre avec le traité de Maastricht et ses institutions : l'Union européenne et la Banque centrale européenne. Un sondage signale que 56 % des personnes interrogées n'ont « confiance ni dans la droite ni dans la gauche pour gouverner le pays ».

Et si, finalement, en Tunisie et en Egypte, il s'agissait de lutte de classe ? C'est-à-dire du soulèvement des opprimés et des exploités contre la misère et les gouvernements qui l'imposent, contre les institutions du capital financier international qui dictent ces politiques et interdisent la démocratie ?

Si tel est le cas, qui osera prétendre que les ingrédients de ces soulèvements ouvriers et populaires se concentrent d'un seul côté de la Méditerranée ?

Certes, les rythmes et les formes des événements ne sont pas identiques. Mais — faut-il le rappeler ? — chez nous aussi des millions de travailleurs sont descendus dans la rue, ont fait grève et cherché à bloquer le pays pour empêcher la réforme des retraites. Sans le refus des dirigeants d'appeler à la grève pour le retrait, le mouvement, sans aucun doute, aurait abouti.

Que cela plaise ou non, l'aspiration, en France, à bloquer le bras destructeur du gouvernement et le carcan de l'Union européenne est chaque jour un peu plus encouragée par ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée. Quant à l'aspiration profonde à la démocratie et à la souveraineté, qui prend en Tunisie la forme de l'exigence d'Assemblée constituante souveraine, qui dira qu'elle n'est pas à l'ordre du jour dans notre pays ?

Pour débattre de ces questions qui lient les développements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte avec le combat politique en France pour la démocratie, pour l'aide à la lutte de classe unie, pour la rupture avec l'Union européenne et pour l'Assemblée constituante, le POI organise dans tout le pays des réunions publiques.

Travailleurs, jeunes, militants de toutes tendances, lecteurs d'*Informations ouvrières*, vous y êtes cordialement invités !

Repères

L'histoire contemporaine de l'Égypte en quelques dates

A partir de 1840 : Dans le cadre du délitement de l'Empire ottoman, les puissances européennes interviennent de plus en plus directement en Égypte. En 1859, un ingénieur français appuyé par Napoléon III construit le canal de Suez reliant la mer Rouge à la Méditerranée, au grand dam des Britanniques. La dette externe de l'Égypte atteint une telle somme que la Grande-Bretagne rachète les actions du canal au sultan d'Égypte. L'année suivante s'établit un contrôle franco-britannique sur les finances de l'Égypte.

● **1882** : Pour mater une révolte, les Britanniques occupent le pays.

● **1904** : La Grande-Bretagne et la France s'accordent sur le partage : le Maroc à Paris, l'Égypte à Londres.

● **1914** : Protectorat britannique sur l'Égypte, mouvement nationaliste pour l'indépendance.

● **1922** : « Indépendance » de l'Égypte, la Grande-Bretagne conservant le contrôle de la défense, des affaires étrangères et de l'économie ; dans ce cadre, le sultan devient « roi d'Égypte ».

● **1945** : L'Égypte est acceptée à l'ONU.

● **1948** : Proclamation de l'État d'Israël et première guerre.

● **1951** : Des officiers comme Nasser et Sadate fondent le Mouvement des officiers libres.

● **1952** : Nasser et ses compagnons déposent le roi.

● **1954** : Nasser engage une politique « pan-arabiste ».

● **1956** : N'ayant pu obtenir l'aide des États-Unis pour construire le barrage d'Assouan sur le Nil, Nasser nationalise le canal de Suez. Une opération militaire française, britannique et israélienne est engagée pour récupérer le canal. Elle échoue sur pression américaine et soviétique.

● **1967** : Après la défaite provoquée par la guerre éclair d'Israël (occupation du Sinaï) et la fermeture du canal de Suez, l'Égypte se tourne de plus en plus vers l'URSS.

● **1970** : Les États-Unis proposent un plan de « paix » à l'Égypte. Un cessez-le-feu avec Israël est proclamé pour trois mois. En juillet, Nasser meurt. Sadate lui succède. Il écarte une partie de la direction nassérienne et se tourne vers les monarchies du Golfe.

● **1972** : Devant les menaces israéliennes contre la Syrie, l'Égypte attaque Israël. Un accord de cessez-le-feu est conclu sous l'égide des États-Unis.

● **1974** : L'Égypte passe ses premiers accords avec le FMI.

● **1977** : Face au plan de rigueur, émeutes populaires réprimées dans le sang.

● **1978** : Signature d'un accord de « paix » avec Israël (accord de Camp David), qui, pour la première fois, officialise par un régime arabe, et celui du plus puissant pays arabe, la reconnaissance de l'État d'Israël. Cela signifie s'opposer à l'exigence du peuple palestinien et de son organisation, l'OLP, d'instaurer un seul État libre, laïque et démocratique pour toute la Palestine. Ce sont les accords de Camp David qui,

Tunisie : le gouvernement Ghannouchi face à la révolution

Entretien

M. Hafaiedh Hafaiedh, secrétaire général du syndicat de l'enseignement fondamental

“L'UGTT ne peut exister qu'en défendant la justice et le progrès”

La commission administrative vient de voter l'acceptation du gouvernement Ghannouchi, avec deux ministres, dont le Premier ministre, des rangs de l'ancien régime. Quelle appréciation portez-vous sur cette nouvelle situation ?

La position qui a été adoptée hier est la position de l'organisation. Elle a été prise par la commission administrative de l'UGTT, qui est la troisième instance de décision en son sein. C'est-à-dire que le point central de la discussion de la commission administrative a été : est-ce que l'UGTT accepte d'entériner les résultats des pourparlers entre elle et le gouvernement, en ce qui concerne la question de la formation du gouvernement ? Il faut rappeler que la commission administrative de

l'UGTT, réunie le 21 janvier, a adopté une déclaration dans laquelle il est dit clairement et sans l'ombre d'aucun doute qu'elle n'accepte et ne reconnaît aucun gouvernement qui compte dans ses rangs des membres du régime ancien. Mais après ces négociations, l'UGTT a accepté l'idée que soient conservés deux ministres, dont le Premier ministre, de l'ancien régime, c'est-à-dire des ministres qui étaient dans le gouvernement de Ben Ali. Et cette proposition a été entérinée à une large majorité par la commission administrative de l'UGTT.

Pour ce qui me concerne, en tant que représentant du syndicat de l'enseignement fondamental, ainsi que le syndicat de l'enseignement secondaire, la fédération de la poste, le syndicat des médecins de la santé publique, le syndicat de la jeunesse et de l'enfance, l'union régionale de Sfax, l'union régionale de Bizerte et l'union régionale de Jendouba, nous avons voté contre, et ce en conformité avec la revendication exprimée par la classe ouvrière dans son ensemble, à travers toutes ses mobilisations. Nous avons dit que nous n'acceptons aucune modification de la ligne adoptée par la commission administrative du 21 janvier. Tous ces syndicats, ainsi que l'union régionale de Sfax, qui est une union qui pèse énormément au sein de l'UGTT, ainsi que l'union régionale de Bizerte, bastion industriel et ouvrier, et l'union régionale de Jendouba, qui est depuis longtemps au diapason du mouvement de la classe ouvrière tunisienne, refusent de reconnaître ce gouvernement. C'est-à-dire que la majorité des syndiqués sont sur une position claire et conforme à la déclaration de la commission administrative du 21 janvier. Et aujourd'hui, l'UGTT accepte de reconnaître ce gouvernement formé par Ghannouchi. C'est une contradiction qui doit être examinée très sérieusement.

Il faut savoir que toutes ces forces syndicales — le syndicat de l'enseignement fondamental représente 50 000 syndiqués, celui de l'enseignement secondaire plus de 55 000, la fédération de la poste, qui est puissante également, le syndicat des médecins de la santé publique, le syndicat de la jeunesse et de l'enfance, l'union régionale de Sfax qui compte plus de 50 000 syndiqués, l'union régionale de Bizerte, qui est également très importante numériquement, et l'union régionale de Jendouba — pèseront d'un énorme poids dans la bataille qui continue à tous les échelons de l'UGTT pour obtenir que les représentants de l'ancien régime soient écartés du gouvernement.

Nous savons que l'ensemble de la classe ouvrière refuse de reconnaître le gouvernement Ghannouchi, qu'elle considère comme étant le maintien du régime de Ben Ali et de ses acolytes, de sa bande. Nous disons que le reconnaître, c'est en vérité reconnaître que l'UGTT accepte que la révolution et ses principes, les aspirations et les

revendications pour lesquelles elle est survenue dans notre pays soient enveloppées, endiguées.

A travers toutes les initiatives qui sont prises chaque jour aux quatre coins du pays, la mobilisation du peuple est rassemblée sur un mot d'ordre : « Ghannouchi dehors ! RCD dehors ! » Quelle est la voie, d'après toi, qui permettrait à la classe ouvrière, à la jeunesse, à l'ensemble du peuple tunisien, opprimé depuis plus de deux décennies, de faire entendre sa voix ?

En effet, l'UGTT est une organisation qui obéit aux règles de la démocratie. Mais je dis clairement que quand il s'agit de questions de principe, de questions fondamentales et qui concernent directement les objectifs de cette organisation syndicale, il n'est pas possible que la démocratie se réduise au vote dans le cadre de la commission administrative, parce que plus de la moitié des forces de l'UGTT le disent clairement : il est inacceptable qu'un gouvernement compte dans ses rangs ne serait-ce qu'un seul membre du régime ancien. Ce n'est pas une question de démocratie, c'est une question de principe de base qui détermine l'existence de l'UGTT en tant qu'organisation indépendante de la classe ouvrière de notre pays. La situation aujourd'hui est la suivante : nous sommes une majorité au sein de l'UGTT à exiger cela, mais nous sommes l'opposition. Notre exigence est celle de la majorité des syndiqués, mais nous sommes l'opposition.

Il est clair que vous exprimez la revendication primordiale aujourd'hui du peuple tunisien. De quelle manière votre voix, la voix de l'ensemble des forces syndicales qui militent pour la rupture avec l'ordre ancien et le départ des deux ministres RCD, peut-elle se faire l'écho, au sein de l'UGTT, de cette revendication ?

Oui, certainement, nous représentons la majorité au sein de l'UGTT, car il faut savoir qu'au sein de la commission administrative, la voix de notre syndicat, qui compte 50 000 syndiqués, ou celle du syndicat de l'enseignement secondaire, qui en compte plus de 55 000, équivalent à celle d'un syndicat qui ne compte que 700 ou 800 syndiqués.

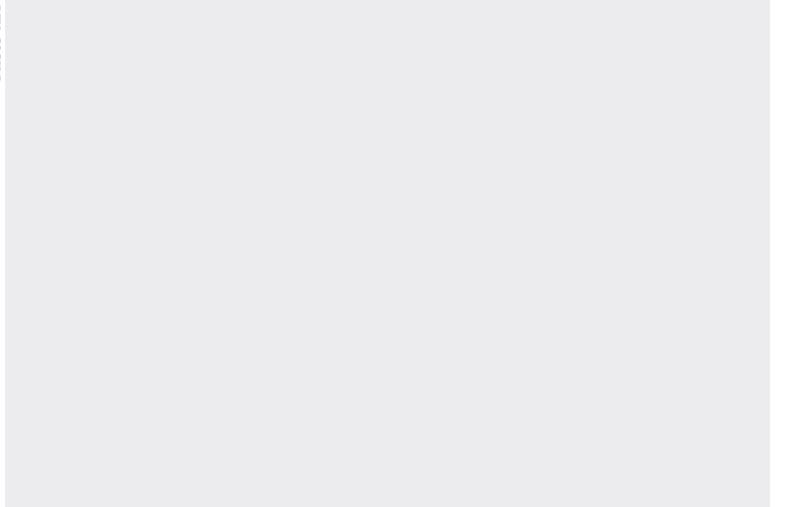
Maintenant la parole est à la mobilisation, aux manifestations, à la rue, aux grèves. Les instituteurs ont fait deux jours de grève le 24 et le 25 janvier ; grève que nous suspendons pour le moment. Le gouvernement et les médias à ses ordres mènent une campagne acharnée pour tenter d'opposer les parents d'élèves aux instituteurs. Nous avons décidé momentanément d'arrêter les grèves et organisons dans toutes les écoles des assemblées enseignants-parents d'élèves pour faire comprendre que nous avons les mêmes intérêts. Et nous poursuivrons notre combat jusqu'à la chute de ce gouvernement.

Il faut comprendre que l'instituteur est déterminé à gagner parce qu'il est profondément pour la démocratie, pour le progrès, et qu'il n'est pas sur le terrain des combinaisons concoctées par les uns et les autres à Paris, Londres ou ailleurs. Il faut savoir que les syndicalistes sont les héritiers de Hached et de M'Hammed Ali el-Hammi, c'est-à-dire des démocrates imbus des principes de progrès, de justice, de liberté. L'UGTT a été fondée et ne peut exister qu'en défendant ces principes, comme ce fut le cas dans la bataille pour l'indépendance et, en 1977, à la veille de la grève générale de janvier 1978.

Propos recueillis par M. L. ■

Le film des événements

Photo AFP



Manifestation à Tunis, le 27 janvier.

● **25 janvier** : « Nous resterons là jusqu'à la chute du régime RCD ! », dit l'un des manifestants rassemblés devant la Kasbah, le siège du gouvernement. Ils sont plusieurs centaines, montés de Kasserine et d'autres villes du centre du pays, à s'être rassemblés depuis plusieurs jours. Ils ne cessent d'exiger que le gouvernement de transition qui comprend un certain nombre de ministres du RCD démissionne. Ils ne veulent pas d'un régime RCD : « Ben Ali est parti, ils doivent tous partir ! » L'armée, qui contrôle la place, a entouré d'un cordon les manifestants pour « les protéger », dit-elle. Les manifestations qui ont lieu à Tunis ne peuvent rejoindre ceux qui sont rassemblés sur la place. Dans le même temps, les attaques contre les locaux de l'UGTT se multiplient.

Des responsables des grandes puissances interviennent activement. Une nouvelle rumeur enfle : « Un nouveau gouvernement va être constitué. » La rumeur est confirmée : un nouveau gouvernement sera annoncé le 26 janvier. Finalement, il ne sera annoncé que trois jours plus tard.

Entre-temps, M. Feltman, représentant de l'administration américaine, est envoyé en Tunisie. Il y rencontre une série de personnalités. Puis, il fait un voyage éclair à Paris et revient à Tunis. Le lendemain, le remaniement gouvernemental est annoncé.

● **29 janvier** : Tous les ministres RCD cèdent la place à des technocrates... sauf un : le Premier ministre, Ghannouchi, ancien Premier ministre de Ben Ali, ancien directeur de programme de la Banque mondiale. Immédiatement, les capitales occidentales approuvent ce nouveau gouvernement. Une séance extraordinaire de la direction de l'UGTT décide à la majorité d'accepter ce nouveau gouvernement, une partie de la direction s'y oppose. De nombreuses fédérations ou unions de wilayas protestent contre cette décision.

Le soir même, l'armée se retire de la Kasbah, laissant les manifestants seuls sur la place.

Vont surgir alors des brigades anti-émeutes de la police accompagnées de milices du RCD, qui vont pourchasser et matraquer les manifestants. Trois morts et des dizaines de blessés seront comptabilisés.

Au même moment, dans la ville martyre de Kasserine, où vivent 70 000 personnes, 20 000 manifestent à l'appel du comité de défense de la révolution pour exiger le départ du gouvernement.

Dans d'autres villes, des manifestations de protestation exigent le départ de Ghannouchi.

● **31 janvier** : Ghannouchi (homonyme du Premier ministre, mais qui n'a aucun lien de parenté avec lui), chef de l'organisation islamiste Ennahda, rentre de vingt ans d'exil à Londres. De tous côtés, sa rentrée est médiatisée. On veut absolument dresser un camp laïque contre un camp religieux. La question ne serait plus le régime du RCD, mais celle du choix entre État islamiste et État démocratique et laïque. Bien évidemment, au passage, on englobe le gouvernement Ghannouchi dans le camp laïque et démocratique !

A Gafsa, les étudiants diplômés de chimie occupent le site d'exploitation de phosphate pour exiger leur embauche. Dans d'autres villes, les étudiants réclament l'annulation du Capes et la convocation d'un nouvel examen. Dans plusieurs villes, des précaires embauchés par les municipalités exigent leur titularisation sous statut. Dans toutes les entreprises resurgit la question des salaires.

Le gouvernement, tenu à bout de bras par l'impérialisme, va devoir se confronter à la poursuite du processus révolutionnaire des masses tunisiennes. A Kasserine, des dizaines d'hommes se sont attaqués à plusieurs bâtiments, pillant, volant. Le responsable de l'UGTT de Kasserine explique qu'ils « étaient encadrés par des gens du RCD ». Un policier a confirmé que, dans plusieurs villes, des jeunes étaient « payés 25 dinars (12 euros) pour participer à des pillages et faire peur aux gens » (AFP).

L'après-midi, les agents du personnel de maintenance de l'aéroport de Tunis se sont mis en grève pour les salaires et les conditions de travail.

Le secrétaire général de la CSI appuie l'ingérence

La mal nommée Confédération syndicale internationale (CSI), par le biais de son secrétaire général, Sharan Burrow, « appelle à une véritable transition démocratique ». La CSI a ainsi accueilli positivement l'initiative « des Nations unies d'envoyer une mission en Tunisie ». ONU, FMI, Union européenne, gouvernements Sarkozy et américain, bas les pattes devant la révolution en Tunisie !